

Art. 21. Si l'incapacité de travail est ou devient partielle, le médecin-conseil du Fonds peut demander à l'autorité d'examiner la possibilité d'une remise au travail par prestations réduites. Si l'autorité décide pareille remise au travail, la victime est autorisée nonobstant les dispositions réglementaires relatives aux congés pour prestations réduites, suite à une maladie ou une infirmité à exercer ses fonctions sans limite dans le temps et conformément à l'horaire fixé par le médecin-conseil du Fonds, pour autant qu'elle puisse accomplir au moins la moitié de la durée normale d'une fonction à prestations complètes.

Art. 22. Au cas où le médecin-conseil du Fonds estime que la victime est apte à reprendre ses fonctions de façon partielle ou totale, le Fonds lui notifie une décision de reprise de travail, soit par lettre recommandée, soit par remise d'un écrit de la main à la main que la victime signera pour accusé de réception. Une copie de cette décision est envoyée à l'autorité dont la victime dépend.

Un recours peut être introduit auprès du Fonds par la victime dans les trois jours ouvrables à partir de la date de notification de la décision visée à l'alinéa précédent.

La victime devra produire à l'appui de ce recours un certificat médical dont la date est postérieure à la date de la décision concernée.

Le recours suspend l'obligation de reprise de travail.

En cas de recours et après examen de celui-ci, le Fonds notifiera une nouvelle décision de la manière prévue à l'alinéa 1er.

CHAPITRE VIII. — Paiement des indemnités et rentes

Art. 23. Sans préjudice des dispositions des articles 20 et 21, le Fonds paie les indemnités et rentes octroyées en application du présent arrêté à la victime ou à ses ayants droit.

Les arriérés sont payés à l'autorité qui en a fait l'avance.

Art. 24. Toute demande introduite soit auprès de l'autorité, soit auprès du Fonds, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une maladie professionnelle dont le dommage s'est manifesté au plus tôt le 1er janvier 1987, est considérée comme une demande au sens du présent arrêté.

Art. 25. Le présent arrêté est d'application à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dont le dommage s'est manifesté le 1er janvier 1987 au plus tôt.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 27. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 4 avril 1991.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 1361.

14 MAI 1991. — Arrêté royal fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme, visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage

BAUDOUIIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 12, alinéa 1er;

Art. 21. Indien de arbeidsongeschiktheid gedeeltelijk is of wordt, kan de medisch-adviseur van het Fonds de overheid verzoeken de mogelijkheid van een deeltijdse wedertewerkstelling te onderzoeken. Indien de overheid tot een dergelijke wedertewerkstelling beslist, mag de getroffen ongeacht de reglementsbepalingen betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, zonder beperking in de tijd en overeenkomstig de tijdsindeling bepaald door de medisch-adviseur van het Fonds, zijn ambt uitoefenen, mits hij ten minste de helft van de normale duur van een ambt met volledige prestaties kan volbrengen.

Art. 22. Indien de medisch-adviseur van het Fonds van oordeel is dat de getroffen zijn functies gedeeltelijk of geheel opnieuw kan waarnemen, betekent het Fonds hem een beslissing van werkherhaving, hetzij per aangetekend schrijven; hetzij door persoonlijke overhandiging van een brief, waarbij de getroffen voor ontvangst zal tekenen. Een afschrift van deze beslissing wordt opgestuurd naar de overheid waarvan de getroffen afhankelijk is.

De getroffen kan binnen een termijn van drie werkdagen, vanaf de datum van de betekening van de beslissing, bedoeld onder voorgaand lid, bij het Fonds een bezwaarschrift indienen.

De getroffen zal ter staving van dit bezwaarschrift een medisch getuigschrift voorleggen, gedateerd na de datum van de betrokken beslissing.

Het bezwaarschrift schort de verplichting tot werkherhaving op.

In geval van bezwaarschrift en na onderzoek ervan, zal het Fonds een nieuwe beslissing betekenen op de wijze bepaald in het eerste lid.

HOOFDSTUK VIII. — Betaling van de vergoedingen en renten

Art. 23. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 20 en 21, betaalt het Fonds de vergoedingen en renten toegekend in toepassing van dit besluit aan de getroffen of aan zijn rechthebbenden.

De achterstallen worden uitbetaald aan de overheid die deze heeft voorgeschoten.

Art. 24. Iedere aanvraag ingediend, hetzij bij de overheid, hetzij bij het Fonds, vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor een beroepsziekte waarvan de schade zich voordeed ten vroegste op 1 januari 1987, wordt beschouwd als een aanvraag in de zin van dit besluit.

Art. 25. Dit besluit is van toepassing op de schadevergoeding voor beroepsziekten waarvan de schade ten vroegste op 1 januari 1987 is ingetreden.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 27. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 4 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 91 — 1361

14 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 12, eerste lid;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire que toutes les personnes intéressées qui actuellement en Belgique commercialisent ou mettent à disposition des usagers des systèmes et centraux d'alarme soient informées au plus tôt de la procédure d'approbation à laquelle ce matériel d'alarme sera soumis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage;

2^o le matériel : les systèmes et centraux d'alarme et leurs composants, visés à l'article 12, alinéa 1^{er} de la loi.

Art. 2. § 1^{er}. Aucun fabricant, importateur, grossiste ou autre personne physique ou morale ne peut en Belgique commercialiser ou mettre de toute autre manière à disposition des usagers du nouveau matériel, si celui-ci n'a pas été préalablement approuvé par une commission instituée à cette fin, ci-après dénommée « commission matériel ».

Il faut entendre par nouveau matériel le matériel qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté n'était en Belgique pas encore commercialisé ou mis à disposition des usagers.

Le matériel qui en Belgique était effectivement déjà commercialisé ou mis à disposition des usagers au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté doit également être contrôlé par la commission matériel.

Ce matériel peut continuer et ce jusqu'au 29 mai 1994 au plus tard à être commercialisé ou mis à disposition des usagers aussi longtemps qu'il n'est pas refusé par la commission matériel.

§ 2. Le matériel approuvé doit porter une marque visible de celui qui a formulé la demande d'approbation et doit faire mention de l'approbation même. En outre, le matériel approuvé ne peut être commercialisé ou mis à disposition des usagers si le certificat d'approbation ne peut être produit.

Art. 3. § 1^{er}. La commission matériel est composée des personnes suivantes :

1^o deux fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, parmi lesquels le président;

2^o un membre de la police communale;

3^o un membre de la gendarmerie;

4^o un membre de l'Institut belge de Normalisation;

5^o un membre de l'association professionnelle représentative de l'industrie des assurances et qui comme telle est membre du Comité européen des Assurances (CEA);

6^o un membre d'une association professionnelle de fabricants de systèmes et de centraux d'alarme agréée par le Ministre de l'Intérieur;

7^o un membre, qui agit comme rapporteur, de l'organisme qui a testé le matériel.

Pour chaque représentant est désigné un suppléant.

Les membres de la commission matériel sont nommés par le Ministre de l'Intérieur.

§ 2. La commission fixe son règlement d'ordre intérieur et sa procédure de fonctionnement. Ces documents peuvent être obtenus sur demande écrite.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre de l'Intérieur dresse, après avis de la commission matériel, la liste des organismes spécialisés dans l'exécution des tests qui précèdent l'approbation éventuelle du matériel.

Les demandes d'approbation du matériel doivent être adressées directement à un de ces organismes. Seuls ces organismes sont compétents pour effectuer les tests.

§ 2. La demande d'approbation doit être accompagnée des documents techniques et des plans repris à l'annexe 1 du présent arrêté. La demande et les documents y afférents doivent être introduits en double exemplaire.

§ 3. Dans les laboratoires des organismes visés au § 1^{er}, tous les documents techniques relatifs aux demandes doivent être conservés dans un local fermé renforcé et protégé, avec procédure appropriée

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat alle geïnteresseerde personen die momenteel in België alarmsystemen en -centrales in de handel brengen of ter beschikking van de gebruikers stellen, ten spoedigste op de hoogte gesteld worden van de goedkeuringsprocedure waaraan dit alarmmaterieel zal onderworpen worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

2^o materieel : de alarmsystemen, alarmcentrales en hun componenten bedoeld in artikel 12, eerste lid van de wet.

Art. 2. § 1. Geen fabrikant, invoerder, groothandelaar of andere natuurlijke of rechtspersoon mag nieuw materieel in België in de handel brengen of op enige andere wijze ter beschikking van de gebruikers stellen, als dit niet voorafgaandelijk goedgekeurd is door een daartoe ingestelde commissie, hierna « commissie materieel » genoemd.

Onder nieuw materieel moet verstaan worden materieel dat op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit nog niet in België in de handel was of ter beschikking van de gebruikers gesteld was.

Materieel dat wel reeds in België op de markt was of ter beschikking van de gebruikers gesteld werd op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, moet eveneens gekeurd worden door de commissie materieel.

Dit materieel mag verder en dit tot uiterlijk 29 mei 1994 in de handel blijven of ter beschikking van de gebruikers gesteld worden zolang het niet afgekeurd is door de commissie materieel.

§ 2. Goedgekeurd materieel moet een zichtbaar kenmerk dragen van diegene die de aanvraag tot goedkeuring gedaan heeft en moet melding maken van de goedkeuring zelf. Bovendien mag goedgekeurd materieel niet in de handel worden gebracht of ter beschikking van de gebruikers gesteld als het certificaat van goedkeuring niet kan getoond worden.

Art. 3. § 1. De commissie materieel is samengesteld uit :

1^o twee ambtenaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, waaronder de voorzitter;

2^o een lid van de gemeentepolitie;

3^o een lid van de rijkswacht;

4^o een lid van het Belgisch Instituut voor Normalisatie;

5^o een lid van de beroepsvereniging die representatief is voor de verzekeringsindustrie en als dusdanig lid is van het Europese Verzekeringsofficieel (CEA);

6^o een lid van een door de Minister van Binnenlandse Zaken erkende beroepsvereniging van de producenten van alarmsystemen en alarmcentrales;

7^o een lid, dat als verslaggever optreedt, van de instelling die het materieel getest heeft.

Voor elk lid wordt een plaatsvervanger aangeduid.

De leden van de commissie materieel worden benoemd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

§ 2. De commissie stelt haar reglement van inwendige orde en haar werkingsprocedure vast. Deze kunnen op schriftelijke aanvraag worden bekomen.

Art. 4. § 1. De Minister van Binnenlandse Zaken stelt, na advies van de commissie materieel, de lijst op van de instellingen die gespecialiseerd zijn in het uitvoeren van de testen die aan de eventuele goedkeuring van het materieel voorafgaan.

De aanvragen tot goedkeuring van het materieel dienen rechtstreeks gericht te worden tot één van deze instellingen. Enkel deze instellingen zijn bevoegd om te testen uit te voeren.

§ 2. Met de aanvraag tot goedkeuring dienen de in bijlage 1 van dit besluit opgenomen technische documenten en plannen meegestuurd te worden. De aanvraag en de erbijbehorende documenten moeten in tweevoud ingediend worden.

§ 3. In de laboratoria van de in § 1 bedoelde instellingen, moeten alle technische documenten betreffende de aanvragen in een afgesloten versterkt en beveiligd lokaal, met aangepaste toegangsproce-

d'accès, afin d'en garantir le caractère confidentiel. Aucun document ne peut être communiqué à une tierce personne, étrangère à l'organisme et à la commission matériel.

Art. 5. Avant de procéder aux épreuves proprement dites, les laboratoires examinent le matériel.

Cet examen consiste en :

- 1° l'identification du matériel;
- 2° la vérification des circuits électroniques en comparaison avec les documents remis par le fabricant;
- 3° la vérification des fonctions minimales requises, telles que décrites à l'annexe 4 du présent arrêté.

La liste du matériel à fournir à un organisme visé à l'article 4, § 1^{er} figure à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 6. Les épreuves effectuées sur le matériel concernent :

- 1° l'adéquation fonctionnelle;
- 2° l'aspect mécanique;
- 3° la fiabilité du fonctionnement mécanique et/ou électronique;
- 4° l'insensibilité aux fausses alertes;
- 5° la protection contre la fraude ou les tentatives de mettre le matériel hors d'usage.

A cette fin, le matériel est soumis aux tests repris aux annexes 3 et 4 du présent arrêté. Une description détaillée de ces tests peut être obtenue sur demande écrite auprès des organismes visés à l'article 4, § 1^{er}. Ces tests sont applicables aux différents types de composants.

Art. 7. Les tests spécifiques effectués sur les composants ne garantissent nullement la compatibilité des composants entre eux. La responsabilité de cette compatibilité incombe pleinement au concepteur du système d'alarme.

Art. 8. Si le requérant établit au moyen des documents nécessaires que son matériel a déjà été soumis à des épreuves au moins équivalentes à celles décrites à l'article 7 dans un laboratoire agréé dans un autre Etat membre de la CEE selon les normes CEE et qu'il y a été approuvé au maximum 3 ans avant la date de la demande actuelle, un organisme visé à l'article 4, § 1^{er}, n'effectue plus sur le matériel que les épreuves qui n'ont pas encore été réalisées dans l'autre Etat membre de la CEE.

Art. 9. L'approbation ou le refus d'approbation est notifié par lettre recommandée au requérant. Le refus de l'approbation doit être motivé.

Art. 10. Les approbations valent pour une période de 3 ans et peuvent être prorogées sur demande. Si des modifications sont apportées à du matériel approuvé, celui-ci doit à nouveau être présenté à un organisme visé à l'article 4, § 1^{er} pour y subir des tests complémentaires.

Art. 11. Les frais d'administration et de fonctionnement inhérents à la procédure de demande et aux tests effectués sont à charge du requérant.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 mai 1991.

Art. 13. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Annexe 1

Renseignements à reprendre dans le dossier technique

1. Détecteur
- 1.1. Désignation
Fabricant :
Marque :
Type :
Genre :

deure, bewaard worden teneinde er het vertrouwelijk karakter van te waarborgen. Geen enkel document mag een derde persoon, vreemd aan de instellingen en de commissie materieel meegedeeld worden.

Art. 5. Vooraleer tot de eigenlijke testen over te gaan, onderzoeken de laboratoria het materieel.

Dit onderzoek bestaat uit :

- 1° de identificatie van het materieel;
- 2° het nazicht van de elektronische circuits in vergelijking met de door de fabrikant geleverde documenten;
- 3° het nazicht van de minimale vereiste functies zoals beschreven in bijlage 4 van dit besluit.

De lijst van het aan een in artikel 4, § 1 bedoelde instelling te verstrekken materiaal wordt in bijlage 2 van dit besluit vermeld.

Art. 6. De op het materieel uitgevoerde testen betreffen :

- 1° de functionele geschiktheid;
- 2° het mechanische aspect;
- 3° de betrouwbare mechanisme en/of elektronische werking;
- 4° de ongevoeligheid voor vals alarm;
- 5° de beveiliging tegen fraude of pogingen om het materieel buiten gebruik te stellen.

Daartoe wordt het materieel onderworpen aan de testen die opgenomen zijn in de bijlagen 3 en 4 van dit besluit. Een gedetailleerde beschrijving van deze testen kan tegen schriftelijke aanvraag bekomen worden bij de in artikel 4, § 1 bedoelde instellingen. Deze testen zijn toepasselijk op de verschillende types van componenten.

Art. 7. De specifieke testen uitgevoerd op de componenten waarborgen geenszins de compatibiliteit van de componenten onderling. De verantwoordelijkheid voor die compatibiliteit blijft ten volle bij de ontwerpen van het alarmsysteem.

Art. 8. Indien de aanvrager door middel van de nodige documenten bewijst dat zijn materieel reeds aan minstens evenwaardige testen als die beschreven in artikel 7 onderworpen werd in een volgens de EEG-normen erkend laboratorium in een andere EEG-lid-Staat en aldaar ten hoogste 3 jaar voor de datum van de huidige aanvraag goedgekeurd is, voert een in artikel 4, § 1 bedoelde instelling op het materieel nog enkel die testen uit die nog niet in de andere EEG-lid-Staat uitgevoerd werden.

Art. 9. De goedkeuring of weigering van de goedkeuring wordt per aangetekende brief aan de aanvrager bekendgemaakt. Weigering van de goedkeuring moet gemotiveerd worden.

Art. 10. De goedkeuringen zijn geldig voor een periode van 3 jaar, en kunnen op aanvraag verlengd worden. Indien aan goedgekeurd materieel wijzigingen aangebracht worden, moet dit terug aangeboden worden aan een in artikel 4, § 1 bedoelde instelling voor bijkomende testen.

Art. 11. De administratie- en werkingskosten inherent aan de aanvraagprocedure en aan de uitgevoerde testen zijn ten laste van de aanvrager.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 29 mei 1991.

Art. 13. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

Bijlage 1

In het technisch dossier op te nemen inlichtingen

1. Detector
- 1.1. Omschrijving
Fabrikant :
Merk :
Type :
Soort :

- | | |
|--|---|
| <p>1.2. Photocopies des procès-verbaux d'essais et d'agrément relatifs à des essais identiques à ceux des présentes spécifications.</p> <p>1.3. Caractéristiques du détecteur.</p> <p>1.3.1. Présentation
boîtier (matière, dimensions) :
mode de fixation :
conception : fixe ou orientable</p> <p>1.3.2. Caractéristiques électriques
tension d'alimentation
tolérance de tension d'alimentation
consommation
 hors surveillance
 en surveillance
câblage
 nombre de conducteurs
 type de câble (ordinaire, faradisé, ...)
courant de veille
 caractéristiques (impulsion, continu)
 intensité
temporisation d'alarme
 plage de réglage
 mode de réglage
schéma électrique avec désignation des composants
 dessin des circuits imprimés
 schéma de câblage entre circuits
 schéma de raccordement à l'unité centrale de commande</p> <p>1.3.3. Etalonnage
mode de réglage</p> <p>1.3.4. Consignes et mode d'emploi
mode de câblage
mode de fixation
mode d'entretien
mode de dépannage</p> <p>1.4. Dispositifs d'infra-détection prévus</p> <p>1.5. Fonction du détecteur</p> <p>1.6. Plans de fabrication et liste des composants (dénomination, références, traitements éventuels date des dernières modifications)</p> <p>2. Unité centrale de commande</p> <p>2.1. Désignation
Fabricant :
Marque :
Type :
Genre :</p> <p>2.2. Idem à 1.2.</p> <p>2.3. Caractéristiques de l'unité centrale de commande</p> <p>2.3.1. Présentation
boîtier (matière, dimensions) :
mode de fixation</p> <p>2.3.2. Caractéristiques électriques
tension d'alimentation principale
tolérance de tension d'alimentation
alimentation de secours (2e source)
 description
présentation de tous les types de chargeurs de batterie pouvant être utilisé par l'unité de commande
3e source d'alimentation éventuelle
 description
consommation à vide
 hors surveillance
 en surveillance
câblage
 nombre de conducteurs pour chaque liaison
 type de câble à utiliser (ordinaire, faradisé, ...)
 impédance de ligne (valeurs extrêmes)
résistance de bout de ligne
courant de veille
 caractéristiques (impulsion, continu)
 intensité
courant d'alarme
 caractéristiques (impulsion, continu)</p> | <p>1.2. Fotokopieën van de proef- en erkenningsverslagen betreffende proeven die identiek zijn aan die van deze specificaties.</p> <p>1.3. Kenmerken van de detector.</p> <p>1.3.1. Uitvoering
kast (materiaal, afmetingen) :
bevestigingswijze :
ontwerp : vast of verstelbaar</p> <p>1.3.2. Elektrische kenmerken
voedingsspanning
voedingsspanningstoleranties
verbruik
 buiten bewaking
 onder bewaking
bedrading
 aantal leidingen
 kabeltype (gewoon, geïnduceerd, ...)
waakstroom
 kenmerken (impuls, continu)
 intensiteit
alarmtijdregeling
 regelgebied
 regelwijze
elektrisch schema met omschrijving van de componenten
tekening van de gedrukte schakelingen
 schema van de bedrading tussen de schakelingen
 schema van de aansluiting op de centrale bedieningseenheid</p> <p>1.3.3. IJking
regeling</p> <p>1.3.4. Instructies en gebruiksaanwijzing
bedradingswijze
bevestigingswijze
onderhoudswijze
ontstoringswijze</p> <p>1.4. Fraudebeveiligingsinrichtingen waarin is voorzien</p> <p>1.5. Functie van de detector</p> <p>1.6. fabricageplannen en lijst van de componenten (omschrijving, referenties, eventuele behandelingen, datum van de laatste wijzigingen)</p> <p>2. Centrale bedieningseenheid</p> <p>2.1. Omschrijving
Fabrikant :
Merk :
Type :
Soort :</p> <p>2.2. Idem als onder 1.2.</p> <p>2.3. Kenmerken van de centrale bedieningseenheid</p> <p>2.3.1. Uitvoering
kast (materiaal, afmetingen) :
bevestigingswijze</p> <p>2.3.2. Elektrische kenmerken
hoofdvoedingsspanning
voedingsspanningstoleranties
noodvoeding (2e bron)
 beschrijving
voorstelling van alle types van batterijladers die door de bedieningseenheid kunnen gebruikt
eventuele 3e voedingsbron
 beschrijving
verbruik onbelast
 buiten bewaking
 onder bewaking
bedrading
 aantal leidingen voor elke verbinding
 te gebruiken kabeltype (gewoon, geïnduceerd, ...)
 lijnimpedantie (piekwaarden)
 lijnuiteindeweerstand
waakstroom
 kenmerken (impuls, continu)
 intensiteit
alarmstroom
 kenmerken (impuls, continu)</p> |
|--|---|

- | | |
|---|--|
| <p>contacts auxiliaires
 nombre, type (NO, NF of INV)
 pouvoir de coupure
 schéma de principe
 schéma électrique avec liste des composants (dénomination, référence, traitements éventuels, date des dernières modifications).</p> <p>2.3.3. Etalonnage
 mode de réglage</p> <p>2.3.4. Consignes et mode d'emploi
 mode de câblage
 mode de fixation
 mode d'entretien
 mode de dépannage</p> <p>2.4. Dispositifs d'infraudabilité prévus</p> <p>2.5. Fonctions de l'unité centrale de commande</p> <p>2.6. Plans de fabrication et liste des composants (dénomination, références, traitements éventuels, date des dernières modifications)</p> <p>3. Appareils auxiliaires (transmetteurs, sirènes, dispositifs de mise en surveillance, dispositifs de contrôle et autres organes intermédiaires)</p> <p>3.1. Désignation
 Fabricant :
 Marque :
 Type :
 Genre :</p> <p>3.2. Idem à 1.2.</p> <p>3.3. Caractéristiques</p> <p>3.3.1. Présentation
 aspect extérieur (forme, matière, dimensions)
 mode de fixation
 mode de protection (usage intérieur ou extérieur)
 conception</p> <p>3.3.2. Caractéristiques électriques
 tension d'alimentation
 tolérance sur tension d'alimentation
 consommation
 hors surveillance
 en surveillance
 câblage
 nombre de conducteurs
 type de câble (ordinaire, faradisé, ...)
 source de courant incorporé
 description, tension, capacité A/h
 courant de veille
 caractéristiques (impulsion, continu)
 intensité
 contacts auxiliaires
 nombre, type (NO, NF ou INV)
 pouvoir de coupure
 schéma de principe</p> <p>3.4. Caractéristiques fonctionnelles
 appareils acoustiques
 puissance acoustique à distance donnée
 type(s) de signal acoustique émis</p> <p>3.5. Consignes et mode d'emploi
 mode de câblage
 mode de fixation
 mode de réglage
 mode d'entretien
 mode de dépannage</p> <p>3.6. Dispositifs d'infraudabilité prévus</p> <p>3.7. Plans de fabrication et liste des composants (dénomination, références, traitements éventuels, date des dernières modifications).</p> | <p>hulpcontacten
 aantal, type (NO, NF of INV)
 uitschakelingsvermogen
 principesschema
 elektrisch schema met lijst van de componenten (omschrijving, eventuele behandelingen, datum van de laatste wijzigingen).</p> <p>2.3.3. IJking
 regelwijze</p> <p>2.3.4. Instructies en gebruiksaanwijzing
 bedradingswijze
 bevestigingswijze
 onderhoudswijze
 ontstoringswijze</p> <p>2.4. Fraudebestrijdingsinrichtingen waarin is voorzien</p> <p>2.5. Functies van de centrale bedieningseenheid</p> <p>2.6. Fabricageplannen en lijst van de componenten (omschrijving, referenties, eventuele behandelingen, datum van de laatste wijzigingen)</p> <p>3. Hulpapparaat (zenders, sirenes, onderbewakingstellingsinrichtingen, controle-inrichtingen en andere tussenorganen)</p> <p>3.1. Omschrijving
 Fabrikant :
 Merk :
 Type :
 Soort :</p> <p>3.2. Idem als onder 1.2.</p> <p>3.3. Kenmerken</p> <p>3.3.1. Uitvoering
 uiterlijk (vorm, materiaal, afmetingen)
 bevestigingswijze
 beschermingswijze (gebruik binnen of buiten)
 ontwerp</p> <p>3.3.2. Elektrische kenmerken
 voedingsspanning
 voedingsspanningstolerantie
 verbruik
 buiten bewaking
 onder bewaking
 bedrading
 aantal leidingen
 kabeltype (gewoon, geïnduceerd, ...)
 ingebouwde stroombron
 beschrijving, spanning, capaciteit A/h
 waakstroom
 kenmerken (impuls, continu)
 intensiteit
 hulpcontacten
 aantal, type (NO, NF of INV)
 uitschakelingsvermogen
 principesschema</p> <p>3.4. Werkingskenmerken
 akoestische apparaten
 akoestisch vermogen op gegeven afstand
 type(s) van uitgezonden akoestisch signaal</p> <p>3.5. Instructies en gebruiksaanwijzing
 bedrading
 bevestigingswijze
 regelwijze
 onderhoudswijze
 ontstoringswijze</p> <p>3.6. Fraudebeveiligingsinrichtingen waarin is voorzien</p> <p>3.7. Fabricageplannen en lijst van de componenten (omschrijving, referenties, eventuele behandelingen, datum van de laatste wijzigingen).</p> |
|---|--|

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
 Le Ministre de l'Intérieur,
 L. TOBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
 De Minister van Binnenlandse Zaken,
 L. TOBACK

Annexe 2

Matériel à fournir au laboratoire

Le requérant fournit au laboratoire 3 appareils de chaque modèle et type présentés.

Les unités centrales de commande sont fournies avec leur alimentation en énergie.

S'il existe plusieurs exécutions, les essais sont effectués sur le modèle le plus sophistiqué, à condition que l'électronique de base soit la même pour les différentes exécutions.

Un seul détecteur de chaque exécution supplémentaire est remis au laboratoire.

Les unités centrales de commande sont pourvues de l'appareillage de charge des batteries dans sa configuration maximum.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 mai 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Annexe 3

Le matériel doit être soumis aux essais repris ci-dessous :

Essais mécaniques	
Vibration	réf : A-B-C
Choc	réf : C
Chute libre	réf : B
Impact	réf : B
Essais climatiques	
Chaleur sèche	réf : A-B
Froid	réf : A-B
Chaleur humide continue	réf : A-B
Chaleur humide cyclique	réf : A-B
Corrosion	ref : A-B
Essais électriques	
Alimentation	réf : A-B-C
Décharge électrostatique	réf : A-B
Transitoire rapide en salve	réf : A-B
Interruption tension secteur	réf : A-B
Charge/décharge batterie	réf : C
Interférence électromagnétique	réf : A-B
Essais fonctionnels	
Fraudabilité	réf : C
Fonctionnement	réf : C
Efficacité	réf : A-B-C
Sensibilité	réf : A-B-C
Eblouissement	réf : A-B
Lumière diffuse	réf : A-B
Immunité aux fausses alarmes	réf : A-B-C
Référence : A — normes Cenelec.	
B — normes CEI	
C — procédures spécifiques reconnues	

Cette liste sera modifiée en fonction de l'évolution des normes.

Les normes Cenelec ou CEI reprises en référence peuvent être soit un projet soit une norme déjà publiée.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 mai 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Bijlage 2

Aan het laboratorium te leveren materiaal

De aanvrager bezorgt het laboratorium 3 toestellen van elk aangeboden model en type.

De centrale bedieningseenheden worden geleverd met hun energievoorziening.

Als er meerdere uitvoeringen bestaan, worden de proeven uitgevoerd op het meest geavanceerd model op voorwaarde dat de basis-elektronika voor de verschillende uitvoeringen dezelfde is.

Een enkele detector voor elke bijkomende uitvoering wordt aan het laboratorium bezorgd.

De centrale bedieningseenheden moeten voorzien zijn van een apparatuur voor het laden van de batterijen in haar maximumconfiguratie.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

Bijlage 3

Het materieel wordt onderworpen aan de hieronder opgenomen proeven :

Mechanische proeven	
Trilling	ref : A-B-C
Schok	ref : C
Vrije val	ref : B
Impact	ref : B
Klimatische proeven	
Droge warmte	ref : A-B
Koude	ref : A-B
Vochtigheid (doorlopend)	ref : A-B
Vochtigheid (cyclus)	ref : A-B
Korrosie	ref : A-B
Elektrische proeven	
Voeding	ref : A-B-C
Elektrostatische ontlading	ref : A-B
Spanningswisselingen	ref : A-B
Netstroomonderbreking	ref : A-B
Opladen/ontladen van de batterij	ref : C
Elektromagnetische interferentie	ref : A-B
Funkionele proeven	
Fraudebeveiliging	ref : C
Werking	ref : C
Efficiëntie	ref : A-B-C
Gevoeligheid	ref : A-B-C
Verblindingslicht	ref : A-B
Omgevingslicht	ref : A-B
Ongevoeligheid voor valse alarmen	ref : A-B-C
Referentie : A — Cenelec normen	
B — IEC normen	
C — erkende specifieke procedures	

Deze lijst zal aangepast worden met de evolutie van normen.

De Cenelec en IEC normen opgenomen als referentie kunnen een ontwerp of een reeds gepubliceerde norm zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

Annexe 4

Test de fonctionnalité pour centraux

- Le central réagit pour une alarme.
- Le central réagit pour un sabotage.
- Le central peut se mettre en/hors surveillance.
- Le central peut se mettre en/hors surveillance partielle.
- Le central a un bouton ou fonction de test.
- Le central a une serrure mécanique/codeur.
- Le codeur/clavier a 1 000 000 de code minimum ou deux cent heures sont nécessaires pour trouver le code.
- Les commandes sont fonctionnelles.
- Le central est conforme au R.G.I.E.
- L'alimentation principale est 220 VAC réseau.
- Le central fonctionne bien pour 22 VAC \pm 10 %.
- En cas de perte totale de tension, la sortie sirène extérieure doit être activée.
- Il existe une protection pour les surtensions.
- L'alimentation secondaire est une batterie.
- Chaque alimentation permet le bon fonctionnement.
- La transition des alimentations est instantanée.
- Signal optique distinct pour l'alimentation principale.
- Cette signalisation est fonctionnelle.
- Signal optique distinct pour l'alimentation secondaire.
- Cette signalisation est fonctionnelle.
- Signal optique distinct pour la mise en/hors surveillance.
- Idem pour la mise en/hors surveillance partielle.
- Idem pour l'alarme (général).
- Idem pour la localisation d'alarme.
- Idem pour l'autoprotection.
- La signalisation d'alarme reste mémorisée jusqu'à ce que le central soit mis hors surveillance.
- La signalisation acoustique de sabotage peut être arrêtée par l'utilisateur.
- La signalisation optique de sabotage ne peut être effacée que par l'installateur.
- Le code installateur n'est plus reconnu dès que le central est mis en surveillance même partielle.
- L'utilisateur ne peut mettre l'autoprotection ni hors service ni hors surveillance.
- L'utilisateur peut mettre des zones/boucles hors surveillance.
- L'utilisateur ne peut pas mettre de boucles hors service.
- Il y a un courant de surveillance dans les boucles d'alarme.
- Il y a un courant de surveillance dans le circuit d'autoprotection.
- Mettre en surveillance est impossible en cas de tension batterie trop faible.
- Possibilité de transmettre un code d'alarme spécifique.
- Idem pour le sabotage.
- Idem pour le défaut secteur.
- Idem pour le défaut batterie.
- Idem pour la mise en surveillance.
- Idem pour la mise hors surveillance.
- Idem pour le panic attaque/hold-up si prévu.
- Idem pour une boucle hors surveillance si prévu.
- La transmission « en surveillance » est impossible lorsque plus d'une boucle est hors surveillance sauf si il y a transmission spécifique des boucles hors surveillance.
- Le transmetteur digital fonctionne sur la même alimentation.
- Le transmetteur vocal fonctionne sur une autre alimentation.
- La durée de l'alarme sonore est de 3 minimum.
- Le signal acoustique/buzzer donne au moins 80 dBA.
- Il n'y a pas de composants dans le câblage.
- Le matériel porte une identification.
- L'autoprotection est du type interrupteur instantané.

Bijlage 4

Funktionaliteitstesten voor centralen

- De centrale reageert bij alarm.
- De centrale reageert bij sabotage.
- De centrale kan in/uit bewaking gezet worden.
- De centrale kan per zone in/uit bewaking gezet worden.
- De centrale heeft een test-drukknop of functie.
- De centrale heeft een mechanisch slot/kodeslot.
- Het kodeslot/clavier heeft minstens 1 000 000 kodes of er zijn tweehonderd uren nodig om de code te vinden.
- De bedieningen zijn functioneel.
- De centrale is konform met het A.R.E.I.
- De hoofdvoeding is 220 VAC — netspanning.
- De centrale werkt goed voor 220 VAC \pm 10 %.
- Bij spanningsverlies wordt de buitensirene bekrachtigd.
- Er bestaat een beveiliging tegen verhoogde spanningen.
- De hulpvoeding is een batterij.
- Elke voeding laat de goede werking toe.
- Het overschakelen op andere voeding is ogenblikkelijk.
- Afzonderlijk optisch signaal voor de hoofdvoeding.
- Deze signalisatie is goed bestudeerd.
- Afzonderlijk optisch signaal voor de hulpvoeding.
- Deze signalisatie is goed bestudeerd.
- Afzonderlijk optisch signaal voor in/uit bewaking.
- Idem voor gedeeltelijke in/uit bewaking.
- Idem voor alarm (algemeen).
- Idem voor alarmlokalisatie.
- Idem voor de zelfbeveiliging.
- De alarmsignalisatie blijft aangegeven tot de centrale uit bewaking gezet wordt.
- Het akoestisch sabotagesignaal kan door de gebruiker uitgeschakeld worden.
- Het optisch sabotagesignaal kan enkel door de installateur uitgeschakeld worden.
- De installateurskode wordt niet aanvaard als er één of meerdere kringen in bewaking zijn.
- De gebruiker kan de zelfbeveiliging niet uit bewaking of buiten dienst zetten.
- De gebruiker kan zones/kringen uit bewaking zetten.
- De gebruiker kan geen kring buiten dienst zetten.
- Er is een waakstroom in de alarmkringen.
- Er is een waakstroom in de zelfbeveiliging.
- In bewaking zetten is onmogelijk bij een te lage batterijspanning.
- Afzonderlijke kode voor alarm bij doorzending.
- Idem voor sabotage.
- Idem voor netfout.
- Idem voor batterijfout.
- Idem voor in bewaking zetten.
- Idem voor uit bewaking zetten.
- Idem voor overval (indien voorzien).
- Idem voor kring uit bewaking (indien voorzien).
- Bij meer dan één kring uit bewaking is er geen doorzending « in bewaking » tenzij er een doorzending gebeurt van de kringen uit bewaking met afzonderlijke kode.
- De digitale doorzender werkt op dezelfde voeding.
- De vokale doorzender werkt op een andere voeding.
- Alarmduur bedraagt minstens 3 minuten.
- Het akoestisch sein geeft minstens 80 dBA.
- Er zijn geen componenten in de bekabeling.
- Het materieel draagt een identifikatie.
- De zelfbeveiliging is van het type instantschakelaar.

Il n'y a pas d'accès aux composants.
Les composants ont une fixation mécanique robuste.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Er is geen toegang tot componenten.
De onderdelen zijn mechanisch stevig bevestigd.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1362

15 MARS 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 5 janvier 1990, conclue au sein de la Commission paritaire des ports concernant l'accord social de 1990 pour les ouvriers portuaires (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des ports;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 5 janvier 1990, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des ports concernant l'accord social de 1990 pour les ouvriers portuaires.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Annexe

Commission paritaire des ports

Convention collective de travail du 5 janvier 1990

Accord social de 1990 pour les ouvriers portuaires

Vu la convention collective de travail du 16 janvier 1989 concernant l'accord social de 1989.

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire des ports et aux ouvriers portuaires qu'ils occupent.

Salaire de base

Art. 2. Le salaire de base des ouvriers portuaires est augmenté de 60 F à partir du 1er janvier 1990. Le nouveau salaire de base est lié par la suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, comme prévu par la convention collective de travail du 22 août 1984.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1362

15 MAART 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 januari 1990, gesloten in het Paritair Comité voor het havenbedrijf betreffende het sociaal akkoord 1990 voor de havenarbeiders (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het havenbedrijf;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 5 januari 1990, gesloten in het Paritair Comité voor het havenbedrijf betreffende het sociaal akkoord 1990 voor de havenarbeiders.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

Paritair Comité voor het havenbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 januari 1990

Sociaal akkoord 1990 voor de havenarbeiders

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 januari 1989 betreffende het sociaal akkoord 1989.

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het havenbedrijf en op de havenarbeiders die zij tewerkstellen.

Basisloon

Art. 2. Het basisloon der havenarbeiders wordt met ingang van 1 januari 1990 met 60 F verhoogd. Het nieuwe basisloon wordt verder gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen op de wijze voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 augustus 1984.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969